

BERNARD KOUCHNER

LA NOUVELLE POLITIQUE ETRANGERE

L'arrivée au pouvoir du Président élu Nicolas Sarkozy suscite beaucoup d'intérêt à l'étranger en matière diplomatique. En effet, quelles seront les nouvelles orientations stratégiques de la France au Moyen Orient, en Europe, en Afrique et vis-à-vis des Etats-Unis ?

Les plus inquiets sont les Russes, les Chinois, les pays arabes et la Turquie, dont Nicolas Sarkozy refuse l'adhésion à l'Union Européenne.

A l'inverse, les Etats-Unis et le Royaume-Uni se félicitent de l'élection du nouveau chef de l'Etat français, qui souhaite entrer en rupture avec ses prédécesseurs.

Il faut cependant minimiser l'impact de ce changement à la tête de l'Etat, et privilégier l'option réaliste en soulignant que la carte des « valeurs » brandie par le nouveau président dès son élection ne pourra pas s'appliquer par la seule volonté française.

En effet, celui-ci devra nécessairement faire avec les lourdes réalités du terrain, les rapports de force internationaux et les intérêts économiques.

Au soir de sa victoire, le nouveau Président de la République Nicolas Sarkozy a bel et bien proclamé sa volonté de mettre fin à deux années de blocage depuis l'échec du référendum du traité constitutionnel en 2005 et les partenaires européens, pour la plupart, se félicitent de ce nouvel élan.

Au-delà de l'Europe, il est aussi exact de saluer le retour de la France dans le monde, au terme d'une campagne électorale qui aura davantage exacerbé le nombrilisme gaulois qu'exalté la vision française du monde qui vient.

En quelques mots au soir du 6 mai, le nouveau Président a évoqué ce qui semble être ses priorités : Relancer l'Europe, apaiser les relations avec les Etats-Unis, créer une Union méditerranéenne, participer au développement de l'Afrique tout en maîtrisant l'immigration, placer les droits de l'homme au cœur de l'action diplomatique.

Rarement la politique étrangère aura été aussi présente dans le discours de victoire d'un Président nouvellement élu.

Et comme pour marquer sa différence avec ses prédécesseurs, et dans une volonté de rassemblement de toute la France, le nouveau Président a nommé au poste de Ministre des Affaires Etrangères, Bernard Kouchner.

La France se dote ainsi d'une politique étrangère décomplexée et efficace au travers de cette nomination.

En effet, la volonté d'infléchir les positions françaises a été clairement affichée sur au moins trois sujets majeurs :

- **l'Europe**, les premières visites à l'étranger du nouveau Président ont eu lieu à Berlin, Madrid et Bruxelles pour promouvoir l'idée d'un traité simplifié ratifié par les Parlements nationaux afin de redonner à l'Europe sa capacité de décision, notamment par l'extension de la règle de la majorité. Les autres mesures que souhaitent voir appliquer le nouveau Président français concernent la mise en place d'un Président du Conseil européen et d'un Ministre des Affaires Etrangères de l'Union ; d'une critique de la politique monétaire d'un euro fort soutenu par la Banque Centrale Européenne (BCE) ; du refus réitéré de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ("*La Turquie est en Asie mineure, elle n'a donc pas vocation à intégrer l'Union européenne*"), et enfin d'une préférence communautaire face aux pays émergents.

- le **Proche-Orient** où la nouvelle politique étrangère de la France devrait porter sur la création d'une Union méditerranéenne, concept encore flou mais prometteur, qui pourrait bien aider l'Europe à passer du statut de pourvoyeur d'aide financière à celui d'acteur politique à part entière ; par ailleurs, le nouvel exécutif envisage la fin annoncée de la politique arabe de la France en vigueur depuis 1967 et un soutien affiché à la sécurité d'Israël, tout en souhaitant la création d'un Etat palestinien viable, ce qui représente aussi un virage majeur.

Enfin s'agissant des **Relations transatlantiques**, la France entend réaffirmer les liens d'amitié avec les Etats-Unis tout en critiquant certaines positions américaines, en particulier le rejet du protocole de Kyoto, l'extension indéfinie du périmètre d'intervention de l'OTAN, au-delà de sa vocation originelle ou la guerre en Irak.

En effet, les relations transatlantiques, sur lesquelles s'annonce l'embellie, devraient repartir de plus belle, mais avec une certaine modération bien française.

Entre Jacques Chirac et George W. Bush, les affinités n'ont jamais été fortes, les relations avec Nicolas Sarkozy seront certainement plus faciles.

Cependant deux obstacles risquent de compliquer la réconciliation entre les deux côtés de l'Atlantique :

- la volonté de Nicolas Sarkozy de revoir à la baisse le dispositif français en Afghanistan, ce qui risque de déplaire aux Américains.
- l'engagement très fort pris par le Président élu sur les accords de Kyoto et les gaz à effet de serre, accords que les Etats-Unis n'ont toujours pas signés.

Aucun infléchissement fondamental n'est cependant à attendre des États-Unis avant l'élection présidentielle de 2008. Nicolas Sarkozy ne souhaite pas trop s'afficher avec l'actuel gouvernement républicain de George W. Bush de peur de compromettre les relations avec le futur probable président (ou présidente) démocrate américain(e).

Sur le fond, la gestion de la crise iranienne restera la même. Il n'y aura pas d'américanisation de la politique française vis-à-vis de l'Iran.

Faut-il pour autant parler de rupture, tant les invariants de la politique étrangère sont anciennes et fortement ancrées dans la tradition diplomatique qui façonne l'image de la France à l'étranger ?

Sur le fond, plusieurs éléments plaident pour une continuité relative :

- l'inertie de la machine diplomatique et des décennies d'habitudes ;
- la réalité des rapports de force sur la scène internationale, le poids d'une Europe à 27 où l'unanimité reste la règle et qui n'est pas forcément acquise aux orientations françaises sur lesquelles plane toujours le soupçon d'instrumentalisation de l'Europe à son profit exclusif.¹
- de plus, dans les zones traditionnelles d'influence comme l'Afrique, il faudra bien préserver la place et les intérêts de la France malgré un discours peu compatible avec l'orthodoxie gaulliste ("*la France n'a pas besoin de l'Afrique*", fin proclamée du soutien systématique aux régimes en place) et les coups de boutoir de la Chine alléchée par l'odeur du pétrole et

¹ Cf. à ce sujet le commentaire de Josef Zieleniec, député européen et ancien ministre des affaires étrangères de la République tchèque : "... le nouveau chef de l'Etat français devrait avoir le courage de se saisir de sa part de leadership au sein de l'Union européenne et de contribuer ainsi à en fixer le cap (...) le sens de l'UE ne revient pas à imposer le modèle d'un pays, quel qu'il soit à tous les autres – et encore moins à être l'instrument des vellétés de grande puissance d'un pays, vis-à-vis desquelles les autres n'ont qu'à se taire."
Le Monde, 25 avril 2007

des Etats-Unis qui installent leurs bases de lutte antiterroriste moyennant de larges subventions aux gouvernements locaux.

Sur la forme ensuite, la rupture annoncée aura-t-elle lieu aussi clairement, notamment en ce qui concerne le rôle accru du Parlement dans les décisions engageant la politique étrangère et les forces armées ?

L'avenir dira si la pratique gaullienne du "domaine réservé" reste la règle en dépit de sa critique récurrente par le candidat Nicolas Sarkozy.

Cependant, on peut s'attendre à une approche renouvelée des positions françaises pour au moins deux raisons.

D'abord, il est clair que Nicolas Sarkozy ne se sentira pas aussi fortement lié par les engagements de son prédécesseur, que ce soit sur le dossier libanais, en Afrique ou avec la Russie de Poutine, engagements issus de relations personnelles (Liban, Afrique), de la force des réseaux gaullistes (Afrique) ou de la volonté de faire contrepoids aux Etats-Unis pour faire émerger un monde multipolaire.

Ensuite, avec la fin de la guerre froide, l'âge du gaullisme de combat pour assurer la souveraineté française n'est plus de mise. Le nouveau monde, bien plus complexe, instable et dangereux est réfractaire aux vieilles recettes : entre l'unilatéralisme américain, la dérive autoritaire et nationaliste de la Russie, le terrorisme globalisé et l'émergence de la puissance chinoise, la voie sera étroite mais nécessairement innovante.

Le premier Président de la République à n'avoir pas personnellement connu le Général de Gaulle pourrait bien devenir l'inventeur d'un post-gaullisme de proposition par lequel la voix singulière de la France peut retrouver un juste ton, entre fermeté et humanisme, pour faire progresser l'Europe, apaiser le Proche-Orient et développer le continent africain.

Les faibles marges de manœuvre financières, diplomatiques et militaires imposent de développer un leadership d'influence (le "*soft power*") audacieux et pragmatique, porté par la puissance d'idées nouvelles au service d'une Europe plus forte dans un monde plus juste, et donc plus sûr.

Quoiqu'il en soit, les dossiers confiés par le Président au nouveau chef de la diplomatie française sont nombreux et difficiles :

- la crise du Darfour est le premier dossier dont s'est saisi Bernard Kouchner.
Pour l'heure, Paris opte pour une approche à double détente. Sur le plan politique, la France souhaite mettre en place un groupe de contact élargi sur le Darfour, incluant notamment la Chine, avant de convoquer au niveau ministériel une conférence internationale à Paris le 25 juin 2007.
Il s'agit de parvenir à un front commun pour réunir le gouvernement et les rebelles.
Sur le terrain, l'objectif du Ministre des Affaires Etrangères est de déployer une force militaire destinée à sécuriser la frontière entre le Soudan, le Tchad et la République Centre Africaine. La mission de la force proposée par Paris, composée de soldats français, européens et tchadiens ainsi que des gendarmes d'autres pays d'Afrique, sous drapeau onusien, consisterait en effet à sécuriser l'environnement des camps de déplacés et de réfugiés, mais aussi d'aider à réinstaller les déplacés dans leur villages. Il reste néanmoins à convaincre le Président soudanais Omar El-Béchar qui hésite à autoriser l'envoi d'une force hybride ONU-UA (Union africaine) de quelque 20 000 hommes au Darfour.
- Le dossier du nucléaire iranien.
- L'installation du bouclier anti-missile américain en Europe, qui risque de refroidir les relations entre les Etats-Unis et la Russie, avec une Europe entre le marteau et l'enclume.
- Le sort d'Ingrid Betancourt, otage franco-colombienne retenue par les FARC depuis 2002, dont Nicolas Sarkozy a fait de la libération une priorité de sa politique étrangère.

- Le conflit israélo-palestinien, où la France envisage de faire entendre sa voix afin d'apaiser cette crise.
- L'Afrique et plus particulièrement les pays d'Afrique de l'Ouest qui ont connu depuis 1989 une série de conflits internes violents (Liberia, Sierra Leone, Côte d'Ivoire...) et le sort des troupes françaises engagées en Côte d'Ivoire.
- L'implication de la France en Afghanistan.
- La crise au Liban, où des combats oppose depuis plusieurs jours l'armée libanaise à des militants du Fatah al Islam, organisation islamiste armée que certains disent liée aux services secrets syriens, ce que Damas dément.
Ces affrontements sont les pires depuis la guerre civile qui a ravagé le pays de 1975 à 1990. Le nouveau ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner a réaffirmé, lors de sa visite de deux jours en mai dernier au Liban, que la France ne souhaitait pas dialoguer avec la Syrie.
S'agissant du Liban, il a souligné qu'il y avait aujourd'hui "la même politique" que durant la Présidence de Jacques Chirac, à qui Nicolas Sarkozy a succédé le 16 mai.
Toutefois, la réalité nécessite parfois certains aménagements. Il ne sera pas possible de sortir d'une crise dans cette région en refusant de dialoguer avec la Syrie, principal interlocuteur dans cette partie du monde.

Pour diriger la diplomatie française, Bernard Kouchner s'appuiera sur sa notoriété internationale acquise par deux biais principaux : la définition du « *droit d'ingérence* » formalisé à la fin des années 1980 avec Mario Bettati et surtout sa gestion de la reconstruction du Kosovo lorsqu'il était Haut Représentant des Nations Unies en 1999, mais aussi sur ses grandes qualités humaines.

Il est certain que Bernard Kouchner apportera au Quai d'Orsay une véritable et inégalable expérience du terrain, accumulée au cours de ses innombrables engagements humanitaires contre toutes les misères, les guerres, la faim ou la persécution politique sur tout les continents.

Avec cette nomination, la France se dote d'une diplomatie morale dans un monde où tant de zones demeurent instables et où le rôle modérateur de la France est très attendu.

N. ZAMMIT Ph.D